

**N° DP 23/1116**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **REPRESENTATION DE LA METROPOLE TPM PAR LE CABINET VEDESI, MAITRE PELISSIER, DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - ASSIGNATION EN REFERE DE MR JAINE, OCCUPANT ILLEGAL DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER METROPOLITAIN**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le marché public n°33MLR21-21633 de prestations juridiques pour les besoins de la Métropole, lot n°1 administration générale et fonction publique, passé avec le Cabinet VEDESI,

**CONSIDERANT** la nécessité, dans le cadre des délégations accordées à Monsieur le Président de la Métropole TPM, de donner pouvoir au Cabinet VEDESI, et notamment Maître Arnaud PELISSIER, situé au 28, rue d'Enghien à LYON 69002, d'ester en justice, défendre et représenter les intérêts de la Métropole TPM, dans le cadre d'une assignation en référé de monsieur JAINE, particulier occupant illégalement le domaine public routier métropolitain, par devant le Tribunal Judiciaire de Toulon,

**CONSIDERANT** la nécessité de procéder à la remise en état du domaine public métropolitain routier par le tiers poursuivi, après que des travaux aient été effectués sans autorisation par Monsieur Olivier JAINE, titulaire d'un bail emphytéotique portant sur un appartement situé dans la résidence « Les Flamands roses », sise 84, avenue de la Pinède à Hyères, en créant une terrasse ainsi que de procéder à l'expulsion de ce même tiers qui occupe illégalement sans droit ni titre le domaine métropolitain depuis le 9 juillet 2020,

**CONSIDERANT** que les modalités de paiement de l'intervention à venir du CABINET VEDESI sont encadrées et arrêtées par le marché public n°33MLR21-21633,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** le cabinet VEDESI, et son avocat Arnaud PELISSIER, à ester en justice, représenter et défendre les intérêts de la Métropole TPM en lieu et place de Monsieur le Président Jean-Pierre GIRAN, dans le cadre du dossier l'opposant à monsieur Olivier JAINE, devant le tribunal judiciaire de Toulon et devant la Cour d'appel si besoin.

### **ARTICLE 2**

**DE REGLER** l'ensemble des honoraires et frais du cabinet désigné ci-dessus et rembourser si besoin tout frais avancés par le cabinet dans le cadre de cette affaire (frais d'actes du commissaire de justice notamment).

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal 2023 - Opération : 23 -  
Article : 62268

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

54 NOV 25

N/Réf. : 23.09590/AP

[www.vedesi.fr](http://www.vedesi.fr)**Philippe Schmidt**  
Maître de conférences**Henri-Pierre Vergnon****Arnaud Pélissier**  
Docteur en Droit Public**Louis-Pierre Eard-Aminthas****William Tissot****Sylvie Sisino**  
Spécialisée en Droit Public**Johana Jounier****Kilian Laurent****Charlotte Malle****Jean-Charles Vignot****Joris Forestier**

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

[cabinet@vedesi.fr](mailto:cabinet@vedesi.fr)

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

**Laure Thierry**

Spécialisée en Droit Public

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

[cabinet@vedesi.fr](mailto:cabinet@vedesi.fr)

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

**Caroline Alvarez**

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

[caroline.alvarez@vedesi.fr](mailto:caroline.alvarez@vedesi.fr)

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

**ASSIGNATION EN RÉFÉRÉ**  
**PAR DEVANT LA PRÉSIDENTE**  
**DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON**

**(CPC, articles 485 et 835, alinéa 1)**

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS ET LE [...] NOVEMBRE**

**À LA REQUÊTE DE :**

**La MÉTROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE**, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est situé 107, boulevard Henri Fabre à 83000 TOULON, identifiée au SIREN sous le n° 248 300 543, légalement représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations du Conseil métropolitain au Président et au Bureau (**pièce n° 1**),

**Ayant pour avocat plaident :**

La S.C.P. d'avocats SCHMIDT-VERGNON-PELISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocats au Barreau de Lyon (toque 233), agissant par Maître Arnaud PÉLISSIER, demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON,

**Ayant pour avocat postulant :**

Maître [...], Avocat au Barreau de Toulon, demeurant [...], au Cabinet duquel il est fait élection de domicile et qui se constitue sur les présentes et ses suites,

**J'AI, COMMISSAIRE DE JUSTICE SOUSSIGNÉ :**

**DONNÉ ASSIGNATION À :**

**Monsieur Olivier JAINE**, demeurant 636, chemin du Val d'Anguille à 83143 LE VAL,

Où étant et parlant à :

**D'AVOIR À COMPARAÎTRE LE :**

**[...] À [...] HEURES**

**Par-devant Madame la Présidente du Tribunal judiciaire de Toulon, tenant l'audience des référés au Palais de Justice de ladite ville, sis place Gabriel Péri à 83000 TOULON.**

**ET L'INFORME :**

Qu'un procès lui est intenté pour les raisons exposées ci-après.

Compte tenu de l'urgence, dont il est justifié, le requérant n'a pas à accomplir de diligences particulières en vue de parvenir à une résolution du litige.

**TRÈS IMPORTANT**

Vous êtes tenus :

- soit de vous présenter personnellement à cette audience, seul ou assisté de l'une des personnes visées à l'article 762 du code de procédure civile, soit un avocat, votre conjoint, votre concubin, la personne avec laquelle vous avez conclu un pacte civil de solidarité, un parent ou allié en ligne directe, un parent ou allié en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus ou une personne exclusivement attachée à votre service personnel ou à votre entreprise.

L'État, les départements, les régions, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration,

- soit de vous y faire représenter par un avocat, ou par l'une des autres personnes ci-dessus énumérées. Cette personne, si elle n'est pas avocat, doit être munie d'un pouvoir écrit et établi spécialement pour ce procès.

Si vous ne le faites pas, vous vous exposez à ce qu'une décision soit rendue contre vous sur les seuls éléments fournis par votre adversaire.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège du Tribunal judiciaire de leur domicile et, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, charger un avocat ayant sa résidence professionnelle dans le ressort du Tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence.

**PLAISE AU JUGE DES REFERES  
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON**

## **1 RAPPEL DES FAITS**

1. L'avenue de la Pinède est une voie appartenant au domaine public routier de la commune d'Hyères-les-Palmiers, dont la gestion relève de la compétence de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE en application des dispositions de l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Elle a été classée dans le domaine public de la commune de Hyères-les-Palmiers par délibération du 1<sup>er</sup> décembre 1961 (**pièces n° 2 et 3**).

Monsieur Olivier JAINE est titulaire d'un bail emphytéotique portant sur un appartement situé dans la résidence « *Les Flamands roses* », sise 84, avenue de la Pinède à Hyères.

Il a acquis ce droit au bail de Madame Alexandra Auguglario par acte du 29 novembre 2019.

Le 9 juillet 2020, à la suite d'un différent de voisinage, la police municipale constatait que Monsieur JAINE avait effectué de récents aménagements sur le domaine public et s'était approprié une partie de celui-ci en édifiant une clôture.

Après consultation du cadastre, il était confirmé que la parcelle concernée appartenait bien au domaine public et qu'aucune autorisation n'avait été accordée à Monsieur JAINE pour l'occupation de celle-ci et la réalisation de travaux.

La police municipale appelait alors Monsieur JAINE afin de lui demander de cesser les travaux et de mettre fin à cette occupation irrégulière (**pièce n° 4**).

2. Ces travaux ayant été effectués sans droit ni titre et étant constitutifs d'une occupation irrégulière du domaine public, la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE a mis en demeure Monsieur JAINE, par courrier du 17 décembre 2020, de rendre l'espace libre de toute occupation dans un délai d'un mois et, en particulier, de retirer la clôture édiflée, ainsi que les végétaux de décoration, de rendre le terrain en l'état de nature et de l'aplanir.

Il a été également enjoint à Monsieur JAINE de supprimer, sans délai, toute publicité qui laisserait entendre une vente ou une jouissance de la parcelle irrégulièrement occupée (**pièce n° 5**).

3. Le 25 janvier 2021, la police municipale s'est rendue au 84, avenue de la Pinède afin de constater la suppression de la clôture et la remise en état du domaine public suite à l'expiration du délai d'un mois accordé par la mise en demeure du 17 décembre 2020.

Il était constaté que la terrasse était toujours existante et close par une clôture (**pièce n° 6**).

Il ressort incontestablement des photographies jointes aux rapports des 9 juillet 2020 et 25 janvier 2021 que, malgré l'injonction qui lui avait été faite le 9 juillet 2020 de cesser les travaux, Monsieur JAINE les a illégalement poursuivis (**pièces n° 4 et 6**).

4. Par une requête enregistrée le 29 janvier 2021, Monsieur Olivier JAINE a demandé au Tribunal administratif de Toulon l'annulation de la mise en



demeure en date du 17 décembre 2020 et la condamnation de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE à lui verser la somme de 2 400 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Par un jugement n° 2100221 du 13 avril 2023, le Tribunal administratif de Toulon a rejeté la requête de Monsieur JAINE au motif que la procédure mise en œuvre à son encontre relevait de la compétence exclusive des juridictions judiciaires au titre de la répression des infractions à la police du domaine public routier **(pièce n° 7)**.

**5. Un nouveau rapport de contravention a été dressé le 3 mai 2023 par la police municipale de Hyères. Ce rapport constate que :**

- un espace est clôturé en totalité en rez-de-chaussée de la résidence « *Les Flamands roses* » sur une surface d'environ 12 m<sup>2</sup> ;
- cet espace est constitué d'une clôture recouverte en totalité dont les poteaux qui la supportent sont scellés au sol ;
- cet espace clôturé est utilisé sans droit ni titre au profit exclusif de l'habitation sise en rez-de-chaussée gauche de cet immeuble qui constitue le lot n° 329 de cette propriété, c'est-à-dire au profit exclusif de Monsieur JAINE **(pièce n° 8)**.

Par un courrier en date du 25 mai 2023, Monsieur JAINE a été mis une nouvelle fois en demeure de rendre l'espace public libre de toute occupation sous peine de poursuites **(pièce n° 9)**.

Monsieur JAINE n'a pas fait droit à cette mise en demeure.

Par un courrier d'avocat en date du 21 août 2023, transmis par courriel du même jour, il a été signifié au Conseil de Monsieur Olivier JAINE qu'un délai de trente jours était accordé à son Client pour procéder à la remise en état du domaine public routier irrégulièrement occupé **(pièce n° 10)**.

Monsieur Olivier JAINE n'a pas procédé à cette remise en état.

**6. Face aux refus réitérés de Monsieur JAINE de cesser son occupation illicite du domaine public routier et de détruire la terrasse clôturée qu'il y a édifiée à son profit exclusif, la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE se trouve contrainte de saisir le juge judiciaire.**

Cette situation est constitutive d'un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser :

- l'installation d'une terrasse clôturée sur le domaine public routier, sur l'accotement de l'avenue de la Pinède, caractérise un dommage imminent qu'il appartient au juge des référés de faire cesser pour assurer la sécurité de la circulation ;
- l'occupation sans droit ni titre d'un bien immobilier appartenant à autrui est, en soi, constitutive d'un trouble manifestement illicite qu'il appartient au juge des référés de faire cesser.

**7. Monsieur JAINE refuse de quitter les lieux et de les remettre en état.**

La Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ne saurait tolérer l'occupation sans droit ni titre du domaine public routier dès lors que cette occupation constitue une violation manifeste de son droit de propriété et qu'elle porte atteinte à la sécurité de la circulation.

Il apparaît d'ailleurs que l'appartement profitant de cette terrasse clôturée est mis en location par Monsieur JAINE et que l'existence de cette terrasse clôturée constitue un argument commercial pour l'occupant. L'annonce publiée sur le site internet *Booking.com* indique ainsi :

*« Vous disposerez également d'une terrasse extérieure spacieuse donnant directement vue sur les Salins et le coucher de soleil (en revanche proche de la route du fait de la proximité des salins) équipé d'un salon de jardin et d'une table à manger. » (pièce n° 11)*

C'est pourquoi la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE demande au Tribunal judiciaire statuant en la forme des référés, sur le fondement de l'article 835 du code de procédure civile, d'ordonner l'expulsion de Monsieur Olivier JAINE du domaine public routier occupé et la remise en état de l'accotement de l'avenue des Pinèdes, sous astreinte.

## **2 DISCUSSION**

### **2.1 Sur la compétence de la juridiction de l'ordre judiciaire**

**8.** L'avenue de la Pinède a été inscrite au tableau de classement des voies communales de la commune de Hyères-les-Palmiers, dressé au titre de la section de la Capte, par délibération du 1<sup>er</sup> décembre 1961 (**pièces n° 2 et 3**).

Ce terrain relève donc du domaine public au sens des dispositions de l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Par ailleurs, selon l'article L. 2111-14 du même code, le domaine public routier comprend l'ensemble des biens appartenant à une personne publique mentionnée à l'article L. 1 affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées. Le domaine public routier est également défini par l'article L. 111-1 du code de la voirie routière comme comprenant « *l'ensemble des biens du domaine public [...] des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre à l'exception des voies ferrées* ».

Le domaine public routier comprend la chaussée de la voie, mais aussi ses dépendances, c'est-à-dire les éléments accessoires nécessaires ou indispensables au soutien ou à la protection desdites voies publiques, au nombre desquelles figurent les trottoirs et accotements.

Aux termes de l'article L. 116-1 du code de la voirie routière, la répression des infractions à la police de la conservation du domaine public routier est poursuivie devant la juridiction judiciaire sous réserve des questions préjudicielles relevant de la compétence de la juridiction administrative.

Au sens de ces dispositions, le juge de l'ordre judiciaire est compétent pour statuer sur une demande d'expulsion du domaine public dès lors que cette demande se rapporte au domaine public routier ou à ses dépendances, ce qu'a confirmé le Tribunal des conflits par une décision n° 14-03.971 du 8 décembre 2014 (**pièce n° 12**).

En l'espèce, l'accotement de l'avenue de la Pinède constitue une dépendance de la voirie routière, ainsi que le Tribunal administratif de Toulon l'a expressément jugé dans sa décision n° 2100221 du 13 avril 2023 (**pièce n° 7**).

Il en résulte que le juge des référés, juge de l'ordre judiciaire, a compétence pour statuer sur la demande de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE.

### **2.2 Sur la compétence de Madame la Présidente du Tribunal judiciaire de Toulon**

**9.** Monsieur JAINE a procédé illégalement à la clôture d'une partie de l'accotement de l'avenue de la Pinède à Hyères-les-Palmiers, au droit de la parcelle cadastrée section EV n° 215.

En application des articles L. 211-3 et R. 211-11 du code de l'organisation judiciaire et de l'article 44 du code de procédure civile, la Présidente du Tribunal judiciaire de Toulon est compétente tant territorialement qu'en raison de la matière concernée pour prononcer l'expulsion de l'occupant sans droit ni titre de cette partie du domaine public routier et ordonner la remise en état des lieux, sous astreinte.

## **2.3 Sur l'intérêt à agir de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE**

**10.** Monsieur JAINE a procédé illégalement à la clôture d'une partie de l'accotement de l'avenue de la Pinède à Hyères-les-Palmiers, au droit de la parcelle cadastrée section EV n° 215.

La gestion de l'avenue de la Pinède relève de la compétence de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE en application des dispositions de l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales. Cet article dispose que :

*« I. – La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes : [...] »*

*2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain : [...] »*

*b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de mobilité ; [...] »*

Il résulte de ces dispositions que les métropoles sont obligatoirement titulaires de la compétence « voirie » dans son intégralité.

L'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales prévoit, au profit des métropoles compétentes en matière de « voirie », un transfert en pleine propriété des voies communales des communes membres dans leur patrimoine.

En sa qualité de propriétaire de l'avenue de la Pinède, la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE est fondée à invoquer la méconnaissance de son droit de propriété du fait de cette occupation sans droit ni titre, outre le fait que cette occupation présente un danger pour la circulation.

Elle justifie ainsi de son intérêt à agir et est recevable en sa demande tendant à obtenir l'expulsion de Monsieur JAINE de la partie de l'accotement occupée et la remise en état des lieux.

## **2.4 Sur l'absence de procédure de conciliation préalable**

**11.** Si, en application de l'article 54 du code de procédure civile, la saisine du juge judiciaire est subordonnée à la mise en œuvre d'une procédure de conciliation obligatoire et préalable, il résulte de la jurisprudence que ces dispositions ne font pas obstacle à la saisine directe du juge des référés en cas de trouble manifestement illicite ou de dommage imminent (Cass. 3<sup>e</sup> civ., 13 juill. 2022, pourvoi n° 21-18.796).

Toute atteinte portée au droit de propriété d'une personne publique constitue un trouble manifestement illicite que le juge des référés a le devoir de faire cesser (CA Paris, 22 janv. 2015, RG n° 13/19308).

Soulignons au surplus que la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE s'est efforcée de parvenir à une résolution amiable du litige avant de saisir le juge judiciaire de la présente demande.

La Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE est, par suite, recevable à assigner Monsieur Olivier JAINE en référé afin d'obtenir son expulsion de la partie de l'accotement occupée et qu'il lui soit enjoint sous astreinte à remettre en état les lieux.

## 2.5 Sur le bien-fondé et l'urgence de la demande d'expulsion

12. L'article 835 du code de procédure civile dispose que :

*« Le président du tribunal judiciaire ou le juge des contentieux de la protection dans les limites de sa compétence peuvent toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.*

*« Dans les cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, ils peuvent accorder une provision au créancier, ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire. »*

L'édification par Monsieur Olivier JAINE, sans autorisation, d'une terrasse clôturée sur l'accotement de l'avenue de la Pinède à Hyères-les-Palmiers, au droit de la parcelle cadastrée section EV n° 215, est constitutive d'un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser.

L'expulsion de Monsieur Olivier JAINE présente également à l'évidence un caractère d'urgence, et ce pour les motifs suivants.

### 2.5.1 Sur l'entrave à la circulation et les risques pour les piétons

13. La terrasse clôturée, d'une surface d'environ 12 m<sup>2</sup>, réalisée par Monsieur Olivier JAINE est implantée sur l'accotement du 84, avenue de la Pinède, au droit de la parcelle cadastrée section EV n° 215.

Cette terrasse clôturée s'étend du mur de la résidence « *Les Flamands roses* » jusqu'à la chaussée de l'avenue de la Pinède, ainsi que l'établissent les rapports de la police municipale et la photographie ci-dessous :



Les accotements de l'avenue de la Pinède permettent la circulation des piétons et assurent leur sécurité par rapport à la circulation motorisée sur la chaussée de cette voie.

Rappelons que l'article R. 412-34, I, du code de la voirie routière prévoit que *« lorsqu'une chaussée est bordée d'emplacements réservés aux piétons ou normalement praticables par eux, tels que trottoirs ou accotements, les piétons sont tenus de les utiliser, à l'exclusion de la chaussée »*.

Le II de ce même article précise que « *sont assimilés aux piétons* :

*1° Les personnes qui conduisent une voiture d'enfant, de malade ou d'infirme, ou tout autre véhicule de petite dimension sans moteur ;*

*2° Les personnes qui conduisent à la main un engin de déplacement personnel motorisé, un cycle ou un cyclomoteur ;*

*3° Les infirmes qui se déplacent dans une chaise roulante mue par eux-mêmes ou circulant à l'allure du pas. »*

Rappelons également que les accotements permettent, en cas d'accident, de stationner en toute sécurité les véhicules motorisés.

**14.** En l'espèce, l'édification par Monsieur Olivier JAINE d'une terrasse clôturée s'étendant du mur de la résidence « *Les Flamands roses* » jusqu'à la chaussée de l'avenue de la Pinède, sur toute la largeur de l'accotement, fait obstacle à la libre circulation des piétons.

Elle contraint les piétons à utiliser la chaussée.

La présence de cette terrasse clôturée expose, par suite, les piétons à un risque non négligeable pour leur sécurité.

Cette situation est constitutive d'un trouble manifestement illicite et d'un dommage imminent qu'il appartient au juge des référés de faire cesser.

Il en a été jugé ainsi s'agissant de :

- l'installation de tables et de chaises sur le trottoir par le gérant d'un restaurant, perdurant depuis des années, alors même qu'il n'y aurait pas d'urgence, cette situation constituant un dommage imminent qu'il appartient au juge des référés de faire cesser pour assurer la sécurité des piétons (CA Montpellier, 27 mars 2008, RG n° 07/05463) ;
- les travaux de carrelage entrepris sur un trottoir brut par une personne privée, sans avoir ni sollicité ni obtenu une autorisation de la part de la commune (CA Basse-Terre, 13 févr. 2017, RG n° 15/01959).

Aux termes des dispositions de l'article 835 du code de procédure civile, le juge des référés peut, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Une occupation sans droit ni titre étant en l'espèce avérée et la situation exposant les piétons à un risque de dommage imminent, il convient d'ordonner l'expulsion de Monsieur Olivier JAINE de la partie de l'accotement irrégulièrement occupée ainsi que la remise en état des lieux.

### **2.5.2 Sur l'atteinte au droit de propriété**

**15.** En tout état de cause, l'atteinte portée par Monsieur Olivier JAINE au droit de propriété de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE, droit garanti par l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de

1789 et consacré par le Conseil constitutionnel, suffit à justifier qu'une mesure d'expulsion soit prise en l'espèce.

Aux termes de l'article 544 du code civil, « *la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements* ».

De jurisprudence constante, l'occupation sans droit ni titre d'un immeuble appartenant à autrui constitue un trouble manifestement illicite (Cass. 3<sup>e</sup> civ., 20 janv. 2010, pourvoi n° 08.16.088).

Il s'ensuit que toute occupation sans droit ni titre génère un trouble manifestement illicite permettant d'obtenir en urgence l'expulsion des occupants (Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 fév. 1987, pourvoi n° 85-13.682 - CA Lyon, 8<sup>e</sup> ch., 3 avr. 2012, RG n° 11/00615 - CA Paris, 2<sup>e</sup> ch., 20 déc. 2012, RG n° 10/13752).

Le juge judiciaire n'hésite donc pas à prononcer des mesures d'expulsion à l'encontre d'occupants sans droit ni titre en considérant qu'il y a urgence de faire cesser cette occupation illégale, et ce même en l'absence de dégradations.

Eu égard à l'atteinte manifeste portée à son droit de propriété, la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE est recevable et bien fondée à obtenir l'expulsion de Monsieur Olivier JAINE et à ce qu'il lui soit enjoint de remettre les lieux en état.

L'expulsion de Monsieur Olivier JAINE, qui ne justifie pas d'un titre légitime à se trouver sur les lieux, ne peut dès lors qu'être ordonnée.

## **2.6 Sur l'exécution de l'ordonnance de référé sur simple minute**

**16.** Monsieur Olivier JAINE se maintient sur la partie de l'accotement de l'avenue de la Pinède concernée depuis le mois de juillet 2020, sans aucune autorisation et en violation absolue du droit de propriété de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE.

La terrasse clôturée qu'il a édifiée sur toute la largeur de l'accotement contraint les piétons à utiliser la chaussée, les exposant à un risque non négligeable pour leur sécurité.

Monsieur JAINE a été destinataire de plusieurs mises en demeure, auxquelles il a toujours refusé de faire droit.

Il occupe sans droit ni titre le domaine public routier et expose les piétons à un risque de dommage imminent à des fins purement commerciales et dans son seul intérêt financier.

Il est en effet établi par les annonces publiées par Monsieur JAINE sur plusieurs sites de location que l'appartement bénéficiant de la terrasse clôturée est donné en location et que l'existence de cette terrasse clôturée constitue un argument commercial, apportant une plus-value à cette location. L'annonce publié sur le site internet *Booking.com* indique ainsi :

*« Vous disposerez également d'une terrasse extérieure spacieuse donnant directement vue sur les Salins et le coucher de soleil (en revanche proche de*



*la route du fait de la proximité des salins) équipé d'un salon de jardin et d'une table à manger. » (pièce n° 11)*

C'est pourquoi il est sollicité, en application de l'article 489 du code de procédure civile, que l'ordonnance soit exécutée sans signification préalable, sur simple minute.

## **2.7 Sur la remise en état des lieux sous astreinte**

**17.** Le risque auquel sont exposés les piétons, contraints de marcher sur la chaussée, constitue un dommage imminent qu'il y a lieu d'endiguer par des mesures conservatoires, conformément à l'article 835 du code de procédure civile.

Le rétablissement de la circulation des piétons sur l'accotement de l'avenue de la Pinède et la suppression du trouble manifestement illicite apporté au droit de propriété de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE impliquent nécessairement la remise en état des lieux.

Cette remise en état implique qu'il soit enjoint à Monsieur JAINE de détruire la terrasse clôturée irrégulièrement édifiée, de retirer les végétaux de décoration, d'évacuer le matériel qu'il y a installé et de remettre les lieux en état.

Eu égard aux refus réitérés de Monsieur JAINE de faire droit aux mises en demeure de la Métropole, cette mesure de remise en état doit être assortie d'une astreinte afin de garantir son exécution effective, ce à hauteur de 500 euros par jour de retard, courant à compter de la signification de l'ordonnance à intervenir.

## **2.8 Sur les dépens et les frais engagés**

**18.** Il serait inéquitable de laisser à la charge de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE les frais exposés au titre des dépens, conformément à l'article 696 du code de procédure civile.

Enfin, la somme de 3 000 euros est sollicitée sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, la Métropole ayant dû engager la présente procédure du fait de la mauvaise foi du défendeur.

### **PAR CES MOTIFS :**

Vu les pièces du dossier,

Vu le trouble manifestement illicite causé à la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE et le danger imminent,

Vu l'urgence,

Vu les articles L. 211-3 et R. 211-11 du code de l'organisation judiciaire et l'article 44 du code de procédure civile,

C'est pourquoi il est demandé à Madame la Présidente du Tribunal judiciaire de Toulon, statuant en référé, de :

Vu les articles 485 et 835 du code de procédure civile,

- DIRE que la demande de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE est recevable et bien fondée ;
- DIRE que l'accotement du 84, avenue de la Pinède à Hyères-les-Palmiers, au droit de la parcelle cadastrée section EV n° 215, est occupé sans droit ni titre par Monsieur Olivier JAINE ;
- DIRE que cette occupation sans droit ni titre et l'édification d'une terrasse clôturée sur toute la largeur de l'accotement, jusqu'en limite de chaussée, entravent la circulation des piétons et les exposent à un risque constituant un danger imminent et qu'elles portent atteinte au droit de propriété de la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ;
- DIRE qu'il y a urgence à expulser Monsieur Olivier JAINE de l'emplacement occupé et de le remettre en état ;

En conséquence :

- ORDONNER l'expulsion immédiate de Monsieur Olivier JAINE de l'accotement du 84, avenue de la Pinède à Hyères-les-Palmiers, au droit de la parcelle cadastrée section EV n° 215 ;
- ORDONNER l'enlèvement de la terrasse clôturée irrégulièrement édifiée, l'évacuation des végétaux de décoration et du matériel installé et la remise en état des lieux, ce sous astreinte de 500 euros par jour de retard, courant à compter de la signification de l'ordonnance à intervenir ;
- AUTORISER la Métropole TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE à requérir au besoin le concours de la force publique pour exécuter cette décision ;

Vu l'article 489 du code de procédure civile,

- DIRE que l'ordonnance sera exécutée sans signification préalable, sur simple présentation de la minute ;

Vu l'article 696 du code de procédure civile,

- CONDAMNER Monsieur Olivier JAINE aux entiers dépens ;

Vu l'article 700 du code de procédure civile,

- CONDAMNER Monsieur Olivier JAINE au paiement de la somme de 3 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

#### **SOUS TOUTES RÉSERVES**

La liste numérotée des pièces justificatives visées par la demanderesse figure dans le bordereau annexé aux présentes écritures.